

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

L'Acheteur

Ministère des transports
Direction Interdépartementale des Routes Massif Central

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central

Objet du marché

Fourniture de vêtements et équipements de protection individuelle (EPI) pour l'ensemble des agents des sites de la DIR Massif Central

Le présent CCAP comporte __3__ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Dispositions générales.....	<u>4</u>
1-3. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>5</u>
1-4. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>7</u>
1-5. Passation des commandes.....	<u>7</u>
1-6. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>9</u>
1-7. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité , protection des données à caractère personnel.....	<u>10</u>
1-8. Contrôle des coûts de revient.....	<u>10</u>
1-9. Dispositions générales.....	<u>10</u>
1-10. Ordres de service.....	<u>13</u>
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>13</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...	<u>14</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>14</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>14</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>15</u>
3-4. Clauses de réexamen.....	<u>19</u>
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	<u>19</u>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>19</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>20</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>20</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	<u>21</u>
5-1. Avances.....	<u>21</u>
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET	

PRODUITS.....	<u>21</u>
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	<u>21</u>
7-1. Période de préparation.....	<u>21</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>21</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>21</u>
7-4. Formation.....	<u>23</u>
7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>23</u>
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>23</u>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>23</u>
8-2. Admission.....	<u>23</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>23</u>
ARTICLE 9. RESILIATION.....	<u>24</u>
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>24</u>
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	<u>24</u>
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	<u>24</u>
ANNEXES.....	<u>25</u>
ANNEXE 1 : Carte du réseau DIR MC.....	<u>25</u>
ANNEXE 2 : Fiche pédagogique Carte Achat de niveau 3.....	<u>25</u>
ANNEXE 3 : Décret n°2023-209 du 27 mars 2023.....	<u>25</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture de vêtements et équipements de protection individuelle (EPI) pour l'ensemble des agents des sites de la DIR Massif Central.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : L'ensemble des sites de la DIR Massif Central (cf annexe 1 au CCAP).

Les prestations sont divisées en 3 lots. Chaque lot fait l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chacun des lots.

1-2. Dispositions générales

1-2.1. Carte Achat de niveau 3

La présente consultation peut bénéficier des dispositions prévues par le décret n°2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat (Annexe 3 du présent document).

En cas de première mise en place, le titulaire dispose d'un **délai maximum de six (6) mois** à compter de la notification de l'accord-cadre, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la carte d'achat.

En cas de dépassement de ce délai, et hormis les cas d'impossibilités avérées suivants :

- Refus de l'agrément au titulaire,
- Retrait de l'agrément au titulaire en cours d'exécution des marchés,

par l'émetteur de cartes achat, le titulaire encourt les pénalités énoncées par le présent document.

Dans ce cadre, les bons de commande sont émis selon les modalités classiques « bons de

commandes» payés hors carte achat conformément à l'article 3-2-4-1 partie B du présent document.

Dans l'hypothèse où le titulaire dispose déjà d'une solution de carte achat, cette dernière doit être opérationnelle dès la notification.

A ce jour, le réseau utilisé par les porteurs de cartes achat de l'État est celui de VISA. **Le fournisseur doit détenir un compte bancaire dans l'une des 3 banques du réseau VISA (BNP Paribas, Caisse D'Épargne, Banque Populaire).**

Si le titulaire du marché ne détient pas de compte bancaire dans l'une de ces 3 banques, **il s'engage à passer un « contrat fournisseur carte achat » avec l'organisme bancaire du réseau VISA.**

L'attention du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) est attirée sur le fait que l'exécution du marché par carte d'achat entraîne :

- Des frais d'équipements : le fournisseur doit s'équiper d'une solution métier d'acceptation de niveau 3 et signer un contrat avec un prestataire spécialisé. Cette solution comprend la gestion manuelle, automatique et sécurisé des demandes d'autorisation et de paiement, et l'échange de données enrichie en complément des données financières d'un paiement par carte bancaire classique,
- des frais de gestion (taux de commission prélevé sur le montant TTC de chaque transaction par carte achat).

Ces frais peuvent varier, de ce fait le titulaire peut négocier avec la banque qu'il choisira pour la mise en place de ce dispositif. Les frais liés à la mise en place sont à la charge exclusive du titulaire.

Ainsi pour chaque lot, le bordereau des prix comprendra des colonnes relatives aux Prix Unitaires Nets HT remisés pour les commandes standard et stock en mode carte achat de niveau 3.

Le Représentant de l'Acheteur se réserve le droit de solliciter auprès du titulaire les justificatifs des coûts supplémentaires liés à la mise en place et à l'utilisation de la carte achat de niveau 3.

L'utilisation de la carte achat de niveau 3 a pour objectif de fluidifier la passation des commandes pour les services de la DIR Massif Central.

1-3. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-3.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de service, de bureau ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27 et 28 du CCAG).
 - f) constat de non réalisation de vestiaires et/ou de réalisation de manutention de vestiaires (4.3.3 du CCAP)

1-3.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sera utilisée pour les notifications, est celle mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG FCS, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(ent) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-4. Point de départ du délai d'exécution

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-5. Passation des commandes

1-5.1. Les vestiaires

La première année du marché, le titulaire se rendra sur les différents sites listés dans une pièce distincte du présent CCAP pour prendre les mesures (vestiaires) de tous les agents concernés par une ou plusieurs commandes, préalablement à la passation de ladite ou desdites commandes.

Le titulaire pourra être amené à faire des vestiaires pour des prises de taille pour vêtements ou équipements spécifiques (exemples : équipements de bûcheronnage, bouchons moulés ,...)

Le titulaire devra organiser les vestiaires avec les équipements ci-dessous :

-Pour le lot 1 : Vêtements de sécurité haute visibilité, vêtements d'intempéries haute visibilité et vêtements de travail

Pour la première année du marché, le titulaire devra fournir lors des dits vestiaires à minima un article construit en démonstration et un exemplaire de chaque taille selon le patronage conforme aux spécifications du CCTP. Pour les années suivantes, le titulaire mettra à disposition tous les articles dans toutes les tailles.

-Pour le lot 2 : Chaussures et bottes de sécurité

Pour la durée du marché, le titulaire devra fournir lors des dits vestiaires tous les articles dans toutes les pointures prévues au CCTP.

-Pour le lot 3 : Fournitures d'équipements de protection jetables et spécifiques

Les équipements présentés pour essai aux vestiaires seront non logotés. Ces équipements ne feront pas l'objet d'un rachat à l'issue du présent marché.

Le titulaire devra assurer la préparation, l'organisation et la manutention de ces vestiaires.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le chef de service ou le chef de bureau

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 16h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum **de 4 heures** du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro d'engagement juridique (à faire apparaître sur les factures) ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu de livraison ;
- Le délai de livraison ;
- La référence du marché.

Si le titulaire s'est engagé à assurer à la personne publique le paiement par carte achat, le

bon de commande devra comporter en plus des informations précédentes :

- Le numéro dit « Engagement Juridique » du marché,
- La mention « commande par carte achat »,
- Le nom et prénom du porteur de la carte,
- Le tampon et la signature du porteur de la carte.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG FCS, les commandes pourront être passées au titulaire par tout porteur de carte achat au sens du décret n°2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat et de l'instruction n° 05-025-M0-M9 du 21 avril 2005 qui en définit les modalités d'application (Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique).

A titre exceptionnel et sur une période donnée, les commandes pourront être passées auprès du titulaire par Engagement Juridique hors carte achat de niveau 3. Le titulaire sera informé du changement des modalités de commandes 48 heures avant la mise en place par courrier signé par le Chef de Service

Le responsable de l'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Les commandes concernent les vestiaires mais aussi les commandes réalisées au cours de l'année pour les besoins ponctuels (nouvel arrivant et vacataire).

1-5.2. Livraisons et échanges

La livraison des commandes sera effectuée par le titulaire dans les services, les unités, les centres avec un délai de 8 semaines pour le lot 1, un délai de 8 semaines sur le lot 2 et 6 semaines pour le lot 3.

Dans le cas de la livraison des commandes liée aux vestiaires, un colisage individuel sera réalisé.

Le conditionnement des articles devra être effectué de façon à éviter toute dégradation lors du transport et de la manipulation. Les emballages devront porter de façon claire et lisible les renseignements d'identification correspondant à la commande de l'agent.

De plus, le titulaire sera tenu de fournir à la demande du BSP ,le bon du transporteur daté et émargé. Le bon de livraison devra indiquer la date d'expédition, le nom du titulaire, le numéro de marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande.

Les fournitures font l'objet d'un contrôle à la réception conformément aux articles 8.1.2 et 8.1.3 du CCAP.

Le titulaire s'engage à effectuer, à ses frais, les échanges nécessaires pour répondre aux prestations demandées dans le bon de commande passé initialement (non-conformité, défaut, ...).

En cas de rupture de fabrication d'un modèle retenu à la liste des prix, le fournisseur devra proposer un autre modèle aux caractéristiques conformes au CCTP à prix identique. Cette proposition devra être validée par l'ordonnateur par courrier ou messagerie électronique.

1-6. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloué, les fournitures sont réparties en 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Vêtements de sécurité haute visibilité, vêtements d'intempéries haute visibilité et vêtements de travail
Lot 2	Chaussures et bottes de sécurité
Lot 3	Fournitures d'équipements de protection jetables et spécifiques

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre exécuté par bons de commande conformément aux dispositions du CCP.

1-7. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité , protection des données à caractère personnel

1-7.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.1 du CCAP

1-7.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-7.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.2 du présent CCAP.

1-8. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-9. Dispositions générales

1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-2-1 et R 1263-2-1 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG.

1-9.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-9.4. Clauses sociales et environnementales

1-9.4.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-9.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes pour chaque lot, **le titulaire devra :**

- Privilégier le minimum de conditionnement et l'utilisation d'emballages recyclables,
- Optimiser les déplacements lors des livraisons,
- Favoriser l'écoconduite des chauffeurs assurant les livraisons,
- Livraison des commandes effectuées avec des véhicules répondant à la norme EURO 6.

1-10. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- La liste des prix ;
- Le /les tarif(s) barème(s) catalogue(s) remisés du titulaire
- Le catalogue du fournisseur ;
- L'offre technique du titulaire comprenant les certificats de conformité et marques de qualité des produits de la liste des prix, les fiches techniques détaillées de chaque article listé au CCTP, et le document relatif au paiement des fournitures de carte achat BNP de niveau 3

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter l'acheteur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

a) Carte achat de niveau 3

La demande de télécollecte à la banque émettrice des cartes d'achats par le titulaire déclenche le processus de paiement

b) Bon de commande hors carte achat de niveau 3

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Les factures partielles pour les livraisons partielles sont possibles sans frais supplémentaire pour le Responsable Acheteur.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros par l'article R.2192-35 du code de la commande publique

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence pris en compte pour le calcul de la révision sont les suivants.

Pour le lot 1 :

Indice INSEE des prix internationaux des fibres textiles naturelles importées **Identifiant**

Identifiant 010002012 (COT)

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010002012>

Indice INSEE mensuel des prix d'importation des fibres synthétiques et artificielles – **Identifiant**

010765178 - CPF 20.60 (FSA).

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765178>

Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturière - **Identifiant 1565185 (S)**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565185>

Pour le lot 2 :

Indice INSEE de production française pour le marché français – Prix de marche - CPF 22.19 -

Autres produits en caoutchouc -**Identifiant 010764158 (CAOU)**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764158>

Indice INSEE mensuel des prix d'importation des fibres synthétiques et artificielles – **Identifiant**

010765178 - CPF 20.60 (FSA).

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765178>

Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturière - **Identifiant 1565185 (S)**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565185>

Pour le lot 3 :

Indice INSEE mensuel des prix d'importation des fibres synthétiques et artificielles – **Identifiant**

010765178 - CPF 20.60 (FSA).

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765178>

Indice INSEE mensuel des prix d'importation de matières plastiques sous formes primaires –

010765167 - CPF 20.16 – (MP)

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765167>

Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturière - **Identifiant 1565185 (S)**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565185>

La révision des prix sera calculée conformément aux modalités définies à l'article 3-3.4 du présent CCAP, sur la base des indices précités.

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'un des indices retenus, il sera procédé à la substitution par un indice équivalent publié par l'INSEE, après accord entre les parties.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée au moment de la date anniversaire de la notification du marché. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante:

logistique.sg.dirmc@developpement-durable.gouv.fr

Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, le calcul final du coefficient de révision sera arrondi à la deuxième décimale.

Pour chacun des calculs pour obtenir le coefficient de révision, l'arrondi par excès est traité de la manière suivante :

-lorsque dans le calcul intermédiaire, la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la troisième décimale reste inchangée.

-lorsque dans un calcul intermédiaire, la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité

-lorsque dans le calcul final du coefficient de révision, la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la seconde décimale reste inchangée.

-lorsque dans un calcul intermédiaire, la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la seconde décimale est augmentée d'une unité.

Pour le calcul du prix révisé, il sera appliqué les mêmes règles que pour le calcul final du coefficient de révision.

La révision des prix est donnée par la formule :

pour le lot 1 $P_1 = P_0 \times C$

$C = 0,20(COT_1 / COT_0) + 0,30(FSA_1 / FSA_0) + 0,50 (S_1 / S_0)$

P₁ est le prix révisé ;

P₀ est le prix initial indiqué à la liste des prix et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;

C = coefficient de révision

Pour chaque indice COT, FSA et S, au dénominateur figure la valeur de l'indice correspondant au mois zéro de remise des offres, et au numérateur figure la valeur de ces mêmes indices connus lors de la révision. Les indices pris en compte lors de la révision sont le dernier indice connu au moment de la révision

Les indices correspondant au mois zéro de remise des offres sont le dernier indice définitif connu au moment de la remise des offres.

Les indices pris en compte lors de la révision sont le dernier indice définitif connu au moment de la révision à la date anniversaire de la notification du marché.

pour le lot 2 = $P_1 = P_0 \times C$

$$C = 0,25(FSA_1 / FSA_0) + 0,25(CAOU_1 / CAOU_0) + 0,50 (S_1 / S_0)$$

P₁ est le prix révisé ;

P₀ est le prix initial indiqué à la liste des prix et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;

C = coefficient de révision

Pour chaque indice CAOU, FSA et S, au dénominateur figure la valeur de l'indice correspondant au mois zéro de remise des offres, et au numérateur figure la valeur de ces mêmes indices connus lors de la révision.

Les indices correspondant au mois zéro de remise des offres sont le dernier indice définitif connu au moment de la remise des offres.

Les indices pris en compte lors de la révision sont le dernier indice définitif connu au moment de la révision à la date anniversaire de la notification du marché.

pour le lot 3 = $P_1 = P_0 \times C$

$$C = 0,25(FSA_1 / FSA_0) + 0,25(MP_1 / MP_0) + 0,50 (S_1 / S_0)$$

P₁ est le prix révisé ;

P₀ est le prix initial indiqué à la liste des prix et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;

C = coefficient de révision

Pour chaque indice MP, FSA et S, au dénominateur figure la valeur de l'indice correspondant au mois zéro de remise des offres, et au numérateur figure la valeur de ces mêmes indices connus lors de la révision.

Les indices correspondant au mois zéro de remise des offres sont le dernier indice définitif connu au moment de la remise des offres.

Les indices pris en compte lors de la révision sont le dernier indice définitif connu au moment de

la révision à la date anniversaire de la notification du marché.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

3-4. Clauses de réexamen

En dérogation avec l'article 25 du CCAG, les circonstances prises en considération pour l'application de cette clause sont uniquement celles ayant les conséquences suivantes :

- l'augmentation des prix des fournitures nécessaires à l'exécution du marché de plus de 20% par rapport au mois de remise des offres et conduisant à la diminution de plus de 75% du montant du bénéfice net du titulaire sur la totalité du marché effectué.

Dans ce cas, le titulaire devra saisir par écrit le représentant de l'acheteur, en justifiant par des documents comptables et économiques la réalisation des conditions ci-dessus.

Les autres clauses de l'article 25 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard dans l'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, au-delà d'une semaine calendaire de retard dans la livraison, une pénalité forfaitaire d'un montant égal à 25 %HT de la commande sera appliquée pour chaque commande.

Quel que soit le montant de la commande, la pénalité sera au minimum de 80 €. Le délai de prise en compte de la pénalité court à compter du lendemain de la date de livraison prévue.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-7.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5000 €

4-3.2. Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.7.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.3. Autres pénalités diverses

- Une pénalité pour défaut d'exécution d'un vestiaire (si le fournisseur ne se présente pas dans les 3 mois suivant la notification) : 500€ par vestiaire impacté
- Une pénalité pour défaut de manutention lors des vestiaires nécessitant l'intervention d'agents de l'acheteur : 500 € par manutention de vestiaire non réalisé.
- Une pénalité pour non respect des délais des échanges (cf article 7-3.4 du présent CCAP)
- Ces pénalités sont appliquées par constat du représentant de l'acheteur.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Période de préparation

Sans objet.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Vestiaire

Un passage de vestiaire est à organiser dans **les trois mois** suivant la notification du marché pour chacun des lots 1 à 2, dans l'ensemble des sites détaillés en annexe. Les titulaires des différents lots devront proposer un calendrier prévisionnel au RA avant le passage. Le planning sera réalisé en concertation avec le RA.

L'ensemble des références de chaque lot devront être présentes dans le panel de taille exigé aux CCTP.

Dans le cadre des reconductions, et pour apprécier les besoins des nouveaux arrivants, l'acheteur pourra demander un nouveau passage annuel du vestiaire sur trois sites choisis parmi la liste annexée.

7-3.2. Emballage

Pour les lots 1 à 3, les produits seront emballés individuellement et porteront le nom de l'agent, son site de rattachement et la liste des références livrées. Chaque colis comportera une copie du détail de commande.

7-3.3. Livraison

Les livraisons se feront dans les délais prévus à l'article 3.2 de l'acte d'engagement en une seule fois par site géographique pour l'ensemble des agents rattachés à ce site, sauf exception par dérogation expresse écrite du pouvoir adjudicateur.

Tout bon de commande émis donne lieu à un bon de livraison qui comprend les éléments suivants :

- le détail de la commande par agent (nom, références, quantités et prix).

Une copie sera envoyée par mail sur la boîte : logistique.sg.dirmc@developpement-durable.gouv.fr

7-3.4. Échanges

Ils seront sollicités sous **quinze jours ouvrés** à compter de la livraison, accompagnés d'un bon d'échange émis par le gestionnaire du marché précisant la référence attendue en remplacement, le délai et le lieu de livraison, le nom de l'agent concerné. Ils ne bloqueront pas la facturation. En cas de différence financière suite à échange, le titulaire émettra l'avoir correspondant.

Le titulaire devra envoyer un nouveau produit :

- sous 15 j calendaire en cas d'erreur du titulaire ;

- sous 4 semaines en cas d'erreur de l'agent.

Les pénalités éventuelles sont celles de l'article 4-3.3. du présent document.

7-3.5. Changement de modèle

Tout changement doit être sollicité auprès de l'acheteur et donner lieu à accord écrit de l'acheteur ou de son représentant, après fourniture de l'échantillon, de sa fiche technique et de sa conformité aux normes.

7-3.6 Stock tampon

L'acheteur demande au titulaire d'avoir un stock tampon, notamment pour répondre aux commandes de nouveaux arrivants et/ou des vacataires

7-3.7. Commandes avec des hors tailles prévues au CCTP

Dans l'hypothèse où un agent ne pourrait être équipé par les tailles prévues au CCTP, le titulaire proposera le ou les produits en tenant compte de la majoration grande taille (hors tailles prévues par le CCTP) qu'il aura indiquée dans la liste des prix.

7-4. Formation

Sans objet.

7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Les dispositions du CCAG sont applicables.

Elles sont effectuées dans un délai de 5 jours à dater de la livraison de la fourniture (adéquation quantité livrée – quantité commandée).

8-1.3. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de la livraison de la fourniture : adéquation avec la référence commandée.

En cas d'erreur de référence de la part du fournisseur, les frais de retour sont à sa charge.

8-1.4. Essais

Cf paragraphe vestiaires (7-3.1).

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des fournitures

Les garanties s'appliquant à chaque produit sont celles découlant de la ou les normes fixées au CCTP.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. RESILIATION

Les clauses de résiliation du CCAG sont applicables.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Voir les CCTP des lots 1 à 3.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 4.2	dérogé à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 1-9.3	dérogé à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	dérogé à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3	dérogé à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 3.3.4	dérogé à l'article	10.2.3 du CCAG
CCAP 3.4	dérogé à l'article	25 du CCAG
CCAP 4	dérogé à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2.1	dérogé à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 1-3.2	dérogé à l'article	3.2.1 du CCAG FCS

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes

ANNEXES

ANNEXE 1 : Carte du réseau DIR MC

ANNEXE 2 : Fiche pédagogique Carte Achat de niveau 3

ANNEXE 3 : Décret n°2023-209 du 27 mars 2023